

Grands dossiers : Combattre l'ethnocentrisme, « grand ennemi de la Guinée » (1ère partie)

posté le 29 octobre à 19h53 | mis à jour le 30 octobre à 4h18 | affiché 6150 fois



© Le jour de la fête de Tabaski, le président Alpha Condé a déclaré depuis la Mecque où il faisait son pèlerinage, « *L'ethnocentrisme est le grand ennemi de la Guinée...Notre faiblesse aujourd'hui c'est que lorsqu'un gouvernement est formé, on demande il y a combien de Peuls, de Malinkés, de Soussous et de forestiers, mais on ne demande pas si il y a des cadres compétents...* »

Nous saluons la volonté du président de dénoncer ce mal guinéen et son engagement à l'enrayer. Il est grand temps que ce sujet tabou soit démystifié et traité de façon rationnelle. Il faut cependant reconnaître que durant sa campagne, le président lui aussi a fait recours à l'ethno-stratégie. Mais il était attendu qu'après la victoire l'accent serait mis sur la réconciliation avec des actes concrets. Malheureusement, depuis sa victoire, le président a mis en place une gouvernance politique dont les effets inattendus ont été l'exacerbation de l'ethnocentrisme à un point jamais atteint auparavant en Guinée. Ayant été pratiquement absent de la Guinée depuis sa tendre jeunesse, le président n'a pas pris la juste mesure des pages sombres de l'histoire du pays sur la montée de l'ethnocentrisme comme instrument de la conquête et la sauvegarde du pouvoir politique. Le particularisme de la Guinée est que l'évolution politique du pays a mené à une situation où l'exercice des activités politique se fait d'abord sur une base ethnique. Les partis politiques sont de fait des partis ethno-politiques. De Sékou Touré au Général Konaté, tous ceux qui ont présidé aux destinées du pays ont reconnu la nécessité de ne pas appliquer la politique du « winner-take-all » (le victorieux prend tout, ndlr) pour donner un semblant d'inclusion et préserver la cohésion sociale dans le pays. Mais le professeur Alpha Condé, mal inspiré par son entourage a opté pour une politique d'exclusion tribale qui a exacerbé les frustrations et creusé le fossé entre les groupes ethniques.

Le 16 avril 2011, lors d'une rencontre avec les commerçants, Elhadj Alpha Condé justifiait ses nominations tribales par le fait qu'il avait le droit de travailler avec les cadres de son parti. Sachant bien que son parti, le RPG, est un parti à base ethno-régionale comme les autres grandes formations politiques du pays, le président de la République a choisi de gouverner avec son ethnique. Pour se justifier, il a donné l'exemple de la France où selon lui les socialistes vont dans l'opposition quand la droite monte au pouvoir. Cette simplification naïve du problème complexe du partage du pouvoir en Guinée montre que le président ne comprenait pas la Guinée.

Le chef de l'État ne semble pas aussi comprendre ou adopter les pratiques démocratiques en France en dépit d'y avoir vécu pendant plus de 50 ans.

En France, les nominations aux hautes fonctions de l'Etat suivent un processus démocratique inclusif. Le premier ministre est nommé à la suite d'élections législatives (le genre que la Guinée peine à organiser). Le premier ministre est normalement issu de la majorité parlementaire et devient le chef du gouvernement. Il doit présenter sa déclaration de politique générale et la faire valoir par le Parlement. Lorsque les électeurs français portent au pouvoir une majorité autre que celle du parti du président de la République, c'est un gouvernement de cohabitation qui est formé et le pouvoir est partagé entre la mouvance et l'opposition. La

France a connu au moins trois cohabitations depuis 1986.

Aux Etats-Unis, toute nomination aux hautes fonctions de l'Etat doit être soumise à une audience de confirmation devant le Senat. Certains pays de notre sous-région suivent la même pratique. Au Nigeria et au Libéria voisins, les nominations de hauts fonctionnaires doivent être approuvées par le Senat. En Sierra Leone, le Parlement doit approuver la nomination des ministres du gouvernement. En Côte d'Ivoire et au Sénégal, la présentation de la déclaration de politique générale du gouvernement par le premier ministre est l'occasion donnée aux représentants du peuple d'avoir leur mot à dire sur la structure et le fonctionnement du gouvernement. La « dictature » d'un parti, son monopole de nominations, les pouvoirs étendus d'un président qui nomme et révoque par décret des directeurs de services, des plantons et des chefs d'entreprise constituent une aberration de la démocratie qui n'est pratiquée nulle part dans un pays qui aspire à la démocratie.

En Guinée, ce sont surtout les effets en cascade de nominations qui frustreront. Le président nomme ses ministres sans aucun contrôle législatif, ces derniers nomment leurs proches, et ainsi de suite, de sorte que l'administration devient presque ethniquement et régionalement monolithique. Dans un pays où l'Administration est la « mangeoire » principale de la population, cela crée énormément de frustrations. Ces frustrations pourraient être évitées si les nommés sont compétents et produisent des résultats tangibles pour le bien commun. Or, ce n'est pas généralement le cas dans l'administration Condé.

L'opposant Sidya Touré fut parmi les premiers à dénoncer publiquement la tribalisation de l'administration. En septembre 2011, il déclara : « *Personne ne peut ignorer aujourd'hui que quand vous êtes devant votre télévision ou votre radio, 80 pour cent des nominations, concernent une seule région du pays. J'estime que c'est une manière extrêmement maladroite d'envisager le problème. Non seulement ce n'est pas performant au niveau du fonctionnement de l'Administration, mais c'est également un signal fort qui est donné aux autres régions, aux autres groupes ethniques sur le fait qu'aujourd'hui, c'est notre tour, c'est nous qui faisons ce que nous voulons.* »

Par la suite, des voix modérées se sont élevées pour rappeler au Professeur le danger de sa politique tribaliste. Ce sont notamment :

Mamadou Baadiko : « *au nom de la prise en main du pays par le parti ayant remporté les élections, on a assisté à une véritable campagne de purification ethnique dans l'administration. Sous la houlette d'idéologues extrémistes appuyés par des coordinateurs régionales, tout l'appareil d'Etat a été entièrement investi, de haut en bas de l'échelle. Désormais le premier mérite d'un serviteur de l'Etat, c'est d'être coopté par ces groupes plus ou moins occultes, sur la base de l'origine supposée ou assimilée à la haute guinée, peu importe la compétence et la probité. La compilation des décrets présidentiels de nomination depuis fin 2010 est très édifiante à cet égard...»*

Aboubacar Somparé : « *Les nominations et promotions actuelles dans les hautes sphères de l'Etat ne peuvent que frustrer et diviser les Guinéens puisque ne respectant pas les équilibres naturels des différentes ethnies et régions du pays...La Guinée n'avait jamais atteint le pic actuel de division ethnique et régionale depuis son indépendance...»*

Christophe Châtelot a évoqué dans le Journal Le Monde, « l'ethno-stratégie opportuniste » du Professeur.

Dans une « Lettre aux Guinéens » datée du 1er novembre 2011, Louceny Fall, actuel ministre des affaires étrangères, avait exprimé son inquiétude : « ...l'on assiste à l'émergence de l'ethno-stratégie dans la vie politique en Guinée. Le phénomène a fait son apparition lors des dernières consultations électorales au cours desquelles tous les observateurs avertis ont noté des votes communautaristes qui ont caractérisé le déroulement des élections. Les résultats de ces consultations l'attestent. Depuis, les coordinations régionales s'éloignant de leur mission de facilitation de dialogue social entre les différentes communautés nationales s'investissent de plus en plus dans l'arène politique ... les coordinations régionales ont certes un rôle à jouer, mais elles doivent se limiter à la facilitation du dialogue entre les communautés et au renforcement de la solidarité entre toutes les composantes de la Nation. Le champ politique doit être réservé aux acteurs politiques. »

Mais avant, faut-il se souvenir qu'entre les deux tours des dernières élections présidentielles, le même Fall avec d'autres opportunistes politiques guinéens, ne s'est pas gêné de soutenir avec maladresse un prétendu « empoisonnement » des militants du RPG par ceux de l'UFDG. Ce qui a causé les affrontements interethniques en Haute Guinée et en Moyenne Guinée avec les conséquences que tout le monde connaît.

En août dernier, c'est Gassama Diaby de l'ONDG, actuellement ministre des Droits de l'Homme qui est monté au créneau pour exhorter le président de la République « à se placer à la hauteur des enjeux, à se soustraire des pièges des arrivistes, opportunistes et des zélés courtisans... de se soustraire des réseaux clientélistes, ethnico-stratégiques qui n'apportent rien sinon illusion d'une réussite et d'une grandeur qui est à construire... »

En favorisant ainsi l'excellence sur la médiocrité, il aurait également donné tout son sens au changement, opérant une véritable rupture d'avec les méthodes de gouvernance qui ont laissé la Guinée sur le bord de la route du développement.

Avec son retour des lieux Saints de l'Islam, pétri de la sagesse des croyants, il appartient une nouvelle fois à El hadj Alpha Condé, par ses actes et décisions, de ne plus donner l'occasion aux Guinéens de compter le nombre de leurs 'parents' au sein d'un gouvernement ou de l'administration. Il suffit simplement de promouvoir la compétence susceptible d'apporter des réponses aux attentes des populations. Saisira-t-il cette nouvelle opportunité ?

La Guinée revient de loin. Pour comprendre la polarisation ethnique dans le pays, un rappel historique est nécessaire. Dans la deuxième partie, nous allons traiter des fondements historiques de l'ethno-stratégie en Guinée.

À suivre...

www.guineenews.org

La Guinée par les Guinéens.
Dernières Nouvelles.

Grands dossiers : Historique de l'ethno-stratégie en Guinée (2ème partie) : la lutte d'émancipation du PDG-RDA

posté le 11 novembre à 20h9 | mis à jour le 11 novembre à 20h9 | affiché 1256 fois



Dans notre livraison précédente, nous avons traité du contexte historique des associations régionales et le rôle que celles-ci avaient joué dans l'éveil politique de la Guinée. L'analyse ci-dessous provient d'une consultation des archives basées sur les travaux d'historiens réputés. Pour les références, nous renvoyons les lecteurs aux oeuvres suivantes : Elizabeth Schmidt (2007) : Decolonization and Cold War in Guinea. Ohio University Press ; Bernard Charles (1962) : Un parti politique africain -

Revue Française de Science Politique, Vol. 12. ; André Lewin (2010) : Ahmed Sékou Touré : Président de la Guinée (1922-1984) éditions Harmattan; et le site de l'historien T. S. Bah sur Webguinee.net.

L'objectif de ce rappel historique n'est pas de « remuer le couteau dans la plaie », mais de citer des faits historiques dans l'espoir de rappeler aux Guinéens que des politiciens guinéens ont toujours utilisé l'arme ethnostratégique pour se hisser au pouvoir ou s'opposer à un régime, mais à la fin, les Guinéens de toutes les régions ont été les grands perdants de leur mauvaise gouvernance tandis qu'un groupuscule mafieux de toutes ethnies a tiré les marrons du feu avant que le système de captation des ressources publiques qu'ils ont instauré ne soit balayé par le vent de l'histoire.

Quelques chose à méditer avec la prochaine arrivée de la campagne électorale pour les élections législatives.

Pour la conquête du pouvoir, Sékou Touré soppose aux associations ethno-régionales et opte pour un parti transversal reposant sur le nationalisme et le marxisme.

La consultation des archives historiques montre qu'au lendemain du processus de décolonisation déclenché après la deuxième guerre mondiale, Sékou Touré, qui sera plus tard le premier président de la Guinée indépendante, avait combattu à sa manière l'ethnocentrisme avant de l'adopter comme une stratégie de dernier ressort sous la pression de son entourage. Il avait intégré l'union mandingue dès sa création, mais trouva leur programme assez restreint pour ses ambitions nationalistes. Il avait alors approché Madeira Keita (d'origine malienne) qui avait créé en 1946 un petit parti politique, le Parti Progressiste Africain de Guinée, qui ambitionne de transcender les partis ethno-régionaux d'alors. Le 18 octobre 1946, le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) est créé à Bamako pour jeter la base d'une approche transversale plutôt qu'ethno-régionale de l'exercice des activités politiques. La vision du RDA répond aux aspirations de liberté et de progrès économique des Guinéens et tous les délégués y adhèrent. La section guinéenne du RDA, qui deviendra plus tard Parti Démocratique de Guinée RDA (PDG-RDA) sera créée le 14 mai 1947 par Madeira Keita et Sékou Touré.

Dès sa création, le RDA s'était allié avec le Parti Communiste Français. En pleine guerre froide, cela a amené le porte-étendard du capitalisme, les Etats-Unis, à intimider la France de tout mettre en œuvre pour que l'espace de l'AOF ne devienne pas un bastion communiste. En tant que président du Comité Interterritorial de Coordination du RDA et chef de file des députés de l'AOF à l'Assemblée Nationale française, Houphouët-Boigny avait été persuadé par François Mitterrand, alors ministre de la France d'Outre Mer, de mettre fin à l'alliance du RDA avec le Parti Communiste et de rejoindre les socialistes.

Mais Sékou Touré avait opté pour le nationalisme et la lutte de classes selon les enseignements de Marx et Engels. Ceci l'oppose à l'Union Mandingue qui se voulait modérée. A l'occasion de son Congrès tenu le 7 février 1949 à Kankan, l'Union Mandingue décide de terminer son alliance avec le PDG-RDA et combat les idées de Sékou Touré.

Peu après le divorce entre Sékou Touré et l'Union du Mandingue, les associations ethno-régionales s'étaient liguées pour combattre ses penchants marxistes-nationalistes. Mamba Sano, leader influent de l'Union Mandingue avait exhorté ses sympathisants dans tout le pays à rester fidèles à la France et à démissionner du RDA de Sékou Touré. Pour ne pas être en reste, l'Amicale Gilbert Vieillard du Fouta fut obligée de taire sa rhétorique anticolonialiste et de chercher un rapprochement avec les chefs de cantons qui sont restés fidèles au régime colonial. Quand à l'Union Forestière, son chef Ferebory Kourouma promet d'œuvrer pour « une meilleure collaboration avec l'Administration coloniale ». Pour sa part, l'Union de la Basse Guinée s'était déchirée sur la question de l'adhésion au RDA, et la majorité de ses membres avait rejoint la faction Anti-RDA menée par Karim Bangoura.

Afin de se désolidariser de la ligne politique du RDA, le Grand Cherif de Kankan avait forcé ses deux fils à démissionner du RDA. Il avait déclaré dans un sermon du Vendredi que le RDA était « un ennemi de l'Islam » qui devrait être combattu par les fidèles. Quand au chef de la section RDA de Kankan, Sidiki Dian Kaba, il fut obligé de démissionner du parti.

Plusieurs Kankanais le suivront. Lamine Camara qui le succède est harcelé par le pouvoir et condamné à payer de lourdes amendes pour « diffamation ». En Guinée forestière le représentant du RDA, Ali Soumaoro, est renvoyé de la fonction publique pour le crime d'avoir loué sa maison à la Section RDA de la ville. En Avril 1950, les bureaux de la Section RDA sont brûlés, et le Gouverneur de la Guinée Française en profite pour ordonner que la Section soit dissoute.

La politique d'exclusion et les brimades du pouvoir colonial contre le RDA de Sékou Touré favorisent l'adversité et la division lors des joutes électorales

Durant les années 1950, le RDA de Sékou Touré vivait une persécution qui rappelle au détail près les accusations de l'opposition actuelle contre le pouvoir d'Alpha Condé. Le refus de Sékou Touré de s'aligner derrière la mouvance du pouvoir colonial fait de lui une cible des exactions de la puissance publique. Ses critiques contre le pouvoir et la masse de militants qu'il draine lors des manifestations feront de lui la bête noire de l'administration coloniale qui mettra tout en œuvre pour l'exclure du paysage politique. L'historienne américaine Elizabeth Schmidt a entrepris une enquête approfondie de cette époque de l'histoire de la Guinée et a documenté l'injustice et les brimades dont le RDA fut l'objet en tant que parti d'opposition. Dès septembre 1950, le gouverneur Roland Pré

(l'équivalent du chef de l'Etat de nos jours), menace de virer Sékou Touré de son modeste poste de commis du Trésor et le déporter au Niger. Sékou a dû démissionner de la fonction publique pour se consacrer entièrement au syndicalisme et à la conquête du pouvoir.

Les journaux proches du RDA comme le « Phare de Guinée » de Mamadou Diallo et le « Coup de Bambou » de Madera Keita avaient été obligés de cesser leur publication car chaque critique du pouvoir était suivie d'une poursuite pour « diffamation » assortie de lourdes amendes. Le pouvoir refusait au RDA le droit de manifester et de tenir des réunions publiques. Des instructions furent données au Maire de Conakry de refuser d'émettre des autorisations de meeting dans les lieux publics. Même la grande société commerciale d'alors, la CFAO, avait reçu l'ordre de ne pas louer ses locaux au parti RDA. Le journal du pouvoir refusait aussi de publier les avis de réunion et de manifestation du RDA. En plus de ces tactiques, le pouvoir colonial utilisait les moyens de l'Etat pour débaucher les militants du RDA. La transhumance politique était telle que les fonctionnaires, les associations régionales, les notabilités religieuses, et les chefs de canton s'étaient tous rangés du côté de la mouvance. On peut en ce moment imaginer comment les revendications du RDA étaient traitées de « victimisation éternelle » par ceux qui s'étaient rangés du côté du pouvoir et qui bénéficiaient de ses prébendes. On reprochait à Sékou Touré de n'avoir pas accepté la main tendue du colon pour « travailler ensemble »

Le 17 Juin 1951, les élections sont organisées pour renouveler les députés de l'Assemblée nationale. Cette fois-ci, la Guinée a droit à trois sièges. Huit listes électorales de 24 candidats non-français toutes ethnies confondues sont en lice. Pour la première fois, Sékou Touré se présente sur une liste électorale sous l'Union des Travailleurs et Anciens Combattants. La campagne était menée dans une atmosphère bon-enfant. Sur les 221,256 suffrages exprimés, la liste de Yacine Diallo et d'Albert Luriette reçoit 67,480 votes ; celle de Mamba Sano 47,652 votes ; et celle de Sékou Touré 31,071 votes. Yacine Diallo et Mamba Sano furent élus députés de la Guinée.

Sékou Touré conteste les résultats, estimant que les élections avaient été teintées d'irrégularités. Avec le soutien du Parti Communiste Français, il introduisit un recours à l'Assemblée Nationale Française, estimant qu'il avait été dépossédé de 30,000 votes (si ces votes étaient rétablis, il allait rattraper et dépasser les 17,000 votes qui le séparaient de Mamba Sano, qualifié deuxième député). L'Assemblée Nationale française examina le dossier et appela un vote pour se prononcer sur la validité des résultats.

Le résultat du vote était 237 députés français pour la validation des résultats et 45 contre. A la grande déception de Sékou Touré, les résultats sont validés.

Le 2 août 1953, la mort du député de l'Assemblée territoriale de Beyla, Paul Tétou donne à Sékou Touré une ouverture pour un poste électif. Il se porte candidat et gagne le siège. Finalement, Sékou Touré a le vent en poupe. En 1954, il sera élu à l'un des trois postes de Secrétaire Général de la CGT. La grande ouverture politique pour Sékou Touré commence le 14 avril 1954 quand le premier responsable guinéen après le colon, le député Yassine Diallo, décède d'une embolie sans avoir fini son mandat.

C'est une seconde mort que Sékou exploitera pour obtenir le siège prestigieux de député de la Guinée à l'Assemblée Nationale Française. Le 27 juin 1954, des élections partielles sont organisées en vue de remplacer Yassine Diallo. Sékou Touré se présente sous le parti RDA. Il est en lice avec cinq autres candidats. Sékou avait le soutien des travailleurs

syndiqués et la masse illettrée. Ses principaux challengers étaient soutenus par les élites, les associations régionales et le pouvoir en place.

Sur les 254.722 suffrages exprimés, Diawadou Barry récolte 149,497 voix et Sékou Touré 85.808 voix. Pour la deuxième fois consécutive, Sékou Touré est éliminé conteste les résultats, estimant qu'il a été triché. Le pouvoir le prend comme un mauvais perdant, incapable d'accepter le « verdict des urnes ».

La fraude électorale provoque la contestation du « verdict des urnes » et mène à des tensions qui dégénèrent en confrontations interethniques

Le pouvoir colonial avait verrouillé le système électoral pour empêcher « l'opposition » représentée par le RDA de Sékou Touré de gagner les élections. Le gouverneur Jean-Paul Parisot qui avait succédé à Roland Pré à la tête de l'Etat avait mis en place une machine de fraude électorale assez élaborée pour s'assurer que le RDA, malgré son poids électoral, ne gagne pas les élections. L'administration nommait les chefs de bureaux de vote et désignait des commandants de cercle (les préfets d'alors) acquis à la cause du pouvoir. Les sympathisants du RDA étaient souvent exclus. Les chefs de canton sont mis sous pression de s'arranger pour barrer la route au RDA. Le recensement électoral est accéléré dans les fiefs de la mouvance et retardés dans les fiefs de « l'opposition ». Les cartes d'électeurs sont égarées ou n'arrivent pas à temps dans les fiefs du RDA pour neutraliser l'avantage numérique de ce parti, surtout en zone rurale. Les fonctionnaires étaient mis à contribution et battaient campagne pour les candidats du pouvoir, en dépit de l'engagement de neutralité de l'Administration. Ils bénéficiaient de congés payés et de soutien logistique pour aller faire campagne. Lors du dépouillement des résultats, ce sont les chefs de Canton acquis au pouvoir qui faisaient les décomptes et déclaraient les résultats sans la participation des observateurs du RDA.

Au lendemain de la proclamation des résultats du vote du 27 Juin 1954, la violence interethnique a éclaté à Conakry, opposant les partisans du candidat malheureux Sékou Touré (une bonne partie des ouvriers et travailleurs syndiqués) à ceux du victorieux Diawadou Barry (les fonctionnaires, l'aristocratie traditionnelle et religieuse, les associations régionales). Malgré que le Fouta avait divisé son vote entre Sékou Touré (RDA) Barry III (les réformateurs) et Barry Diawadou (le traditionaliste). Les femmes du Kaloum sont instrumentalisées pour réclamer la victoire du « Sily Sèkhou. » Elles entonnent des chants glorifiant leur idole et ridiculisent le candidat victorieux par des chansons parfois racistes. Sékou Touré qui était à l'intérieur accourt à Conakry, et est reçu par une masse en délire de 30,000 militants. Les mois suivants, la violence post électorale atteint un niveau de cruauté inquiétant. Les partisans de Sékou rendent Conakry invivable et le pays ingouvernable. Des voitures sont brûlées et des maisons saccagées à Conakry.

Des attaques sont organisées contre les fonctionnaires de l'administration, toutes ethnies confondues. Les gars de « Momo JO » étaient maîtres de la ville et sévissaient contre ceux qui ne se sont pas ralliés au PDG de Sékou Touré. Le domicile d'El Hadj Alkaly Ibrahima Soumah, un notable de la ville, avait été attaqué au motif qu'il était un des facilitateurs de la fraude contre la RDA. La violence s'était aussi répandue à l'intérieur. L'Almamy David Sylla, chef de Canton de Labaya, fut accusé d'avoir falsifié les résultats du vote de Tondon en faveur des partis anti-RDA. Le 9 février 1955, alors que Sylla se rendait à Bembaya pour percevoir les taxes

locales, il a faillit être lynché. En réponse le pouvoir de Conakry dépêche un escadron militaire qui charge sur la foule et les disperse avec le gaz lacrymogène (les forces de l'ordre n'avaient pas pris goût à tuer les manifestants à cette époque). Le nombre de blessés graves s'élève à 37 personnes dont la moitié était des femmes. Un d'entre elle s'appelait Mbalia Camara et sera l'héroïne du PDG-RDA.

A suivre...

www.guineenews.org

La Guinée par les Guinéens.

Dernières Nouvelles.

http://www.guineenews.org/articles/detail_article.asp?num=20121029195338

http://www.guineenews.org/articles/detail_article.asp?num=201211112098